



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire visant à modifier les conditions d'exploitation de
l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux
exploitée par la société CHIMIREC-EST sur le territoire des communes
de DOMJEVIN et de FREMENIL**

N° 2024-0011
AIOT 0006200160

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 autorisant la société CHIMIREC-EST à exploiter des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Domjevin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2013-0752 du 10 octobre 2013 modifiant notamment les capacités de stockage des déchets et leurs répartitions au sein des installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC-EST sur le territoire de la commune de Domjevin ;

Vu l'arrêté préfectoral 2014-0255 du 16 juin 2014 actualisant les rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement dont relèvent les installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux exploitées par la société CHIMIREC-EST sur le territoire de la commune de Domjevin et modifiant les conditions d'exploitation ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2020-0128 du 14 avril 2020, mettant à jour les conditions imposées à la société CHIMIREC-EST pour la poursuite de l'exploitation d'installations de transit, tri et regroupement de déchets dangereux sur le territoire de la commune de Domjevin ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2023-0986 du 8 février 2024, visant à modifier les conditions d'exploitation de l'installation de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par la société CHIMIREC-EST sur le territoire de la commune de Domjevin ;

Vu le dossier de porter à connaissance de modification de l'installation de tri, transit et regroupement exploitée sur le territoire de la commune de Domjevin par la société CHIMIREC-EST transmis le 17 janvier 2024, complété le 23 février 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé CM/0398-2024 en date du 17 juin 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 21 juin 2024 à la connaissance du demandeur par courrier recommandé ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier en date du 02 juillet 2024 ;

Considérant que les dangers et inconvénients générés par l'augmentation du tonnage annuel de déchets dangereux collectés sur son centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels exploitée sur le territoire de la commune de Domjevin par la société CHIMIREC-EST pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du Code de l'environnement peuvent être prévenus par les prescriptions fixées dans le présent arrêté et par les mesures mentionnées dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter ainsi que dans le dossier de demande de modification ;

Considérant que les prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral autorisant et encadrant actuellement l'exploitation par la société CHIMIREC-EST sur le territoire de la commune de Domjevin de son centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels doivent être modifiées afin d'entériner la modification des conditions d'exploitation sollicitée ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 :

La société CHIMIREC-EST, sise Z.I La Haie Sorette – 54450 – Domjevin est autorisée à poursuivre l'exploitation d'un centre de transit, regroupement, tri et prétraitement de déchets industriels situé sur les communes de Domjevin et Fréménil, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2009-535 du 28 janvier 2010 modifiées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

Article 2 :

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 1.2.1- Rubrique de classement des activités »

Le tableau recensant les rubriques de classement des installations figurant à l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0255 du 16 juin 2014 est remplacé comme suit :

Rubrique	Désignation activité	Activité exercée	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes.	Transit de déchets dangereux : 1 282 tonnes de ces déchets stockées au plus sur le site.	A
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : – mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520, – reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.	Mélange de déchets dangereux et reconditionnement Capacité d'au plus 200 t/j.	A

2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses, la quantité de déchets stockés étant supérieure à 1 tonne	<p>Stockage vrac : 1 010 t</p> <p>Stockage de déchets conditionnés : 256,2 t</p> <p>Soit au maximum 1 266,2 t dans les limites prévues au sous-article 3.2 du présent arrêté</p> <p>Capacité annuelle de l'installation : 20 000 tonnes.</p>	A
2790-1b	Installation de traitement de déchets dangereux, la quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure aux seuils AS des rubriques d'emplois ou de stockages de ces substances ou préparations.	<p>Séparation des eaux souillées</p> <p>Décantation des huiles claires</p> <p>Décantation des huiles noires</p> <p>Déchiquetage d'emballages souillés.</p> <p>Les quantités maximales de déchets concernés sont fixées au sous-article 3.2 du présent arrêté</p>	A
2714	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	<p>60 m³ de papier, carton et bois</p> <p>et 60 m³ de pare-chocs</p> <p>soit au total 120 m³.</p>	D
2795-2	Installation de lavage de fûts conteneurs et citernes de transport, la quantité d'eau mise en œuvre étant inférieure à 20 m ³ /j.	Lavage d'emballages souillés avec une consommation d'eau de 10 m ³ /jour.	D
1432-2	Stockage en réservoir manufacturé de liquides inflammables visés à la rubrique 1430, représentant une capacité équivalente totale inférieure ou égale à 10 m ³ .	Une cuve aérienne de 1,5 m ³ de gasoil non routier (capacité équivalente de 0,3 m ³)	NC
1435	Station-service, le volume annuel de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 distribué étant inférieur ou égal à 100 m ³ .	Un poste de distribution, débitant un volume annuel de 7 m ³ de gasoil non routier	NC
2711	Installation de transit; regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant inférieur à 100 m ³ .	Transit et regroupement de 90 m ³ de DEEE	NC

2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface occupée par l'installation inférieure à 100 m ² .	Deux bennes de déchets métalliques de 30 m ³ sur une surface de 30 m ²	NC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³ .	Dépôt de pare-brise : 60 m ³	NC
2716	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 100 m ³ .	10 m ³ d'huiles alimentaires	NC

A : autorisation – D : déclaration – NC : non classé »

Article 3 :

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 1.2.2- Situation de l'établissement »

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelle	Lieu-dit
DOMJEVIN	Section ZV : 44, 45, 46	ZI La Sorette
FREMENIL	Section ZD : 122, 259	Aires Saint-Pierre

Article 4 :

L'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 7.5.3- Ressources en eau et en mousse »

L'exploitant dispose à minima de :

- une réserve d'eau d'un volume minimal de 480 m³, dédiée à la défense externe mobilisable par les services de secours et d'incendie ainsi qu'à l'alimentation du système d'extinction automatique du bâtiment A,
- un poteau d'incendie d'un débit de 30 m³/h,
- 3 RIA implantés dans le bâtiment B, des RIA disposés de part et d'autre de la dalle dédiée au stockage des déchets non dangereux ainsi qu'au sein du bâtiment D,
- 2 cuves, de 280 m³ chacune, permettant l'alimentation du réseau de sprinklage du site et l'augmentation de la capacité d'extinction des bâtiments B et C par les moyens internes,
- des extincteurs portatifs adaptés aux risques, non gélifs et maintenus en bon état de fonctionnement, disposés en nombre suffisant dans les différents bâtiments, dans la zone de déchargement/chargement et le laboratoire,
- les cuvettes des cuves de solvants, l'aire de déchargement/chargement avec quai, les cellules « DTQD » (stockage et dépotage) sont équipés d'un ou plusieurs déversoirs intérieurs à mousse à poste fixe résistants aux explosions et à déclenchement double (automatique couplé à la détection incendie et manuel à distance). La réserve de mousse d'au moins 1600 litres est renouvelée périodiquement (péremption des produits) et stockée dans un local hors gel non susceptible d'être touché par une éventuelle explosion. L'alimentation des déversoirs à mousse (mousse-eau-air) doit être assurée en permanence, y compris en période de gel.

L'exploitant dispose également d'un stock d'absorbants destinés à être répandus sur les éventuels produits renversés.

Un local, relié à la cuve existante de 60 m³ alimentant les RIA du site, dédié à la gestion du risque incendie et du système d'extinction automatique est aménagé en façade Sud du bâtiment B comprenant :

- une armoire de répartition,
- des postes RIA,
- des postes dédiés au déluge,
- un groupe motopompe au diesel. »

Article 5 :

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral 2009-535 du 28 janvier 2010 est modifié et complété comme suit :

« Article 4.3.5- Localisation des points de rejet »

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Coordonnées PK et coordonnées Lambert	/
Coordonnées (Lambert II étendu)	N48° 33,876 – E6° 41,386
Nature des effluents	Eaux pluviales
Exutoire du rejet	Eaux superficielles
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Milieu naturel récepteur	La Vezouze via le ruisseau de La Baraque
Conditions de raccordement	Via un débourbeur / déshuileur et bassin de décantation
Autres dispositions	/

Les eaux pluviales récupérées dans les rétentions des cuves sont acheminées vers un bassin de 40 m³, dit bassin tampon amont isolé par une vanne en position normale fermée et à ouverture manuelle conditionnée au contrôle fixé à l'article 9.2.2.1 afin de garantir une rétention des eaux en cas de pollution.

Ces eaux rejoignent au niveau du débourbeur/déshuileur les eaux pluviales de ruissellement de voirie des bassins versants Nord et Sud et des toitures des bâtiments A et D.

Les eaux pluviales de ruissellement des voiries du bassin versant Nord sont dirigées directement vers le débourbeur/déshuileur.

Les eaux pluviales de ruissellement sur les voiries du bassin versant Sud sont collectées et régulées au sein d'un bassin enterré de 205 m³ aménagé au Sud-Est du site. Elles sont ensuite rejetées à un débit régulé à 5 l/s vers le débourbeur/déshuileur.

L'ensemble est ensuite acheminé au bassin tampon aval orage de 570 m³, permettant de garantir une rétention des eaux en cas de pollution et de retenir les eaux d'extinction d'un éventuel incendie et les eaux d'un orage décennal. Ce bassin est isolé par des vannes en position normale fermées et à ouverture manuelle conditionnée par un contrôle préalable de pollution prévu à l'article 9.2.2.1.

De ce bassin, les eaux sont ensuite reprises par pompage, puis de nouveau traitées par un débourbeur/déshuileur, et dirigées vers le bassin de réserve d'eau d'incendie du site de 480 m³. Par surverse naturelle, le trop plein rejoint le milieu naturel.

Les éventuelles égouttures issues de la zone de chargement et déchargement des camions, les eaux de lavage des emballages vides et les eaux de lavage extérieur des camions sont récupérées dans les cuves eaux souillées et éliminées en tant que déchets.

Les eaux sanitaires sont traitées et évacuées dans un système d'assainissement autonome conformément à l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 avant rejet dans le fossé busé longeant le RD 19.

Les eaux de toiture du bâtiment B sont récupérées pour être utilisées dans l'installation de nettoyage des emballages vides, le surplus est évacué dans le fossé longeant le site. »

Article 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux. »

Article 8 : Exécution de l'arrêté

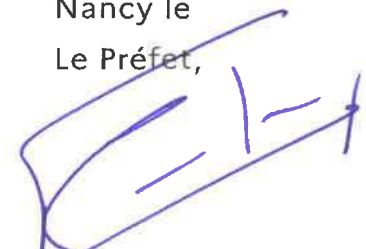
Le secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société CHIMIREC-EST

et dont une copie sera adressée à :

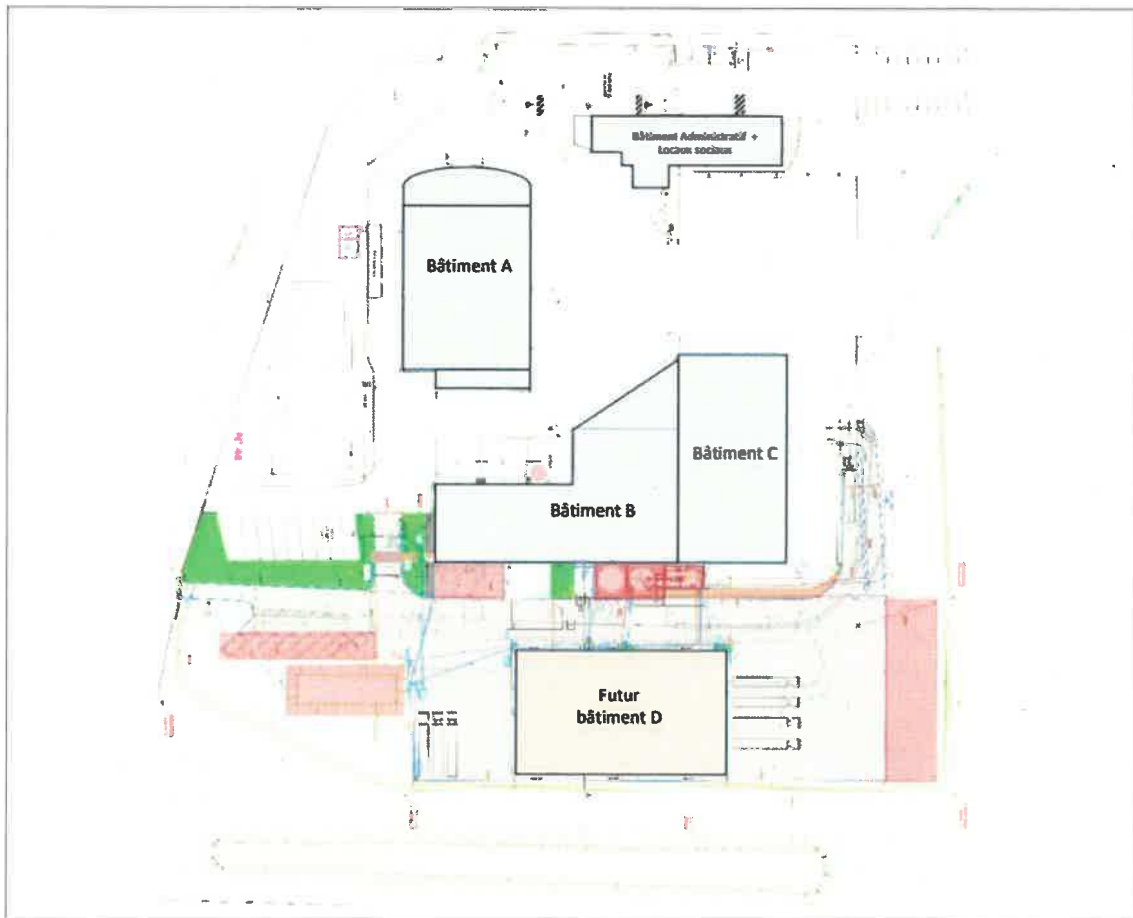
- Monsieur le sous-préfet de Lunéville
- Madame le maire de Fréménil
- Monsieur le maire de Domjevin

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

Nancy le 11 JUIL. 2024
Le Préfet,

Françoise SOULIMAN

**ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-0011
modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de tri, transit et
regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par
la société CHIMIREC-EST sur le territoire des communes de DOMJEVIN et de FRÉMÉNIL**

Plan des bâtiments



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

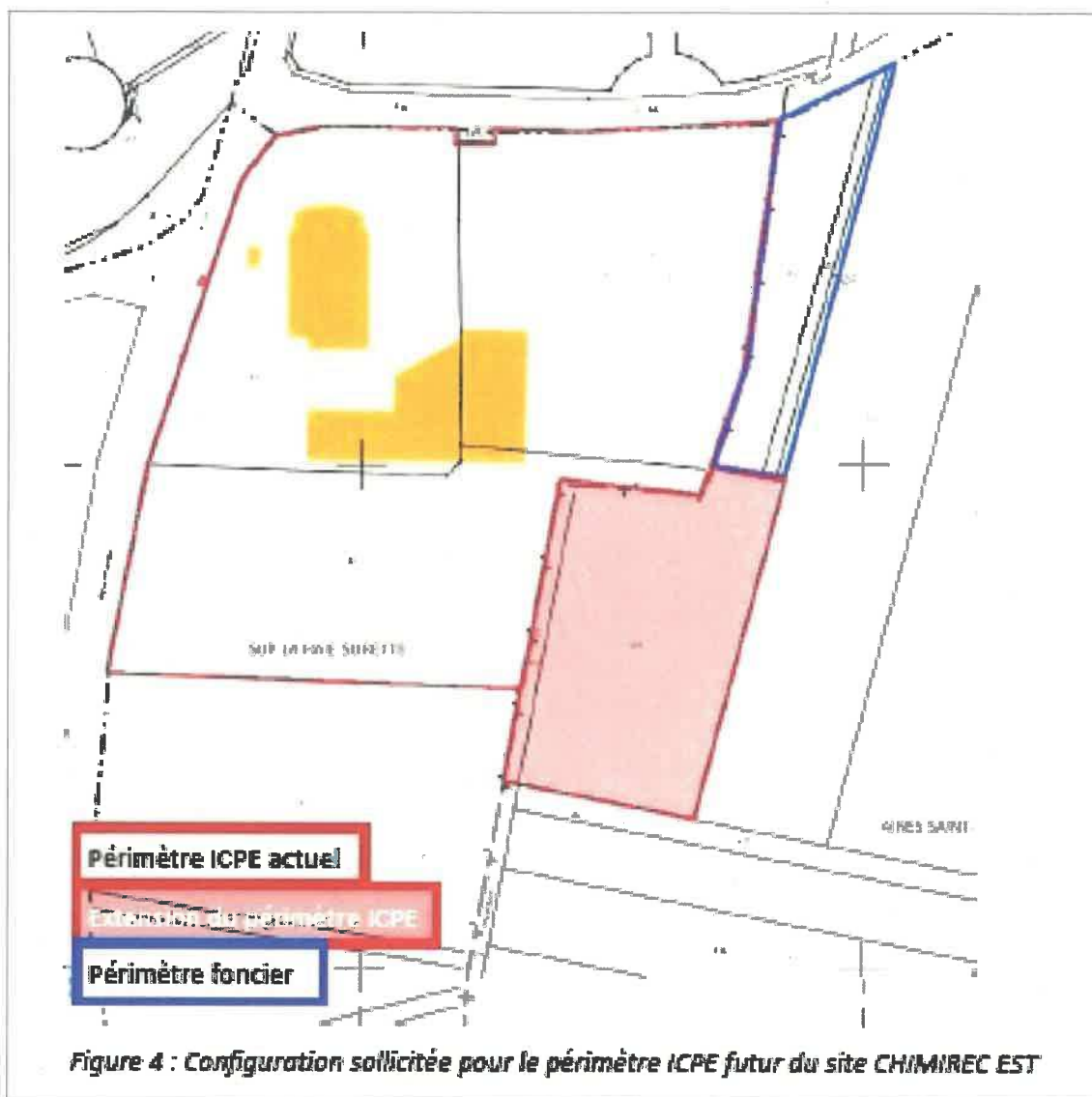
NANCY le,

11 JUL. 2024

Françoise SOULIMAN

**ANNEXE 2 à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2024-0011
modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de tri, transit et
regroupement de déchets dangereux et non dangereux exploitée par
la société CHIMIREC-EST sur le territoire des communes de DOMJEVIN et de FRÉMÉNIL**

Périmètre des installations



PREFECTURE de MEURTHE-et-MOSELLE

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour

NANCY le, 11 JUIL. 2024

Françoise SOULIMAN